

Paris, le 6 avril 2018

HALTE AUX « FAKE NEWS » ET AU CHANTAGE ! MADAME LA MINISTRE, OÙ EST LE MILLIARD ?

Madame la Ministre,

Les collègues qui ont entendu vos propos, le 4 avril, lors des questions posées au gouvernement à l'Assemblée nationale, ou qui les ont lus sur Twitter, ont d'abord failli s'étouffer, puis ont cru à une mauvaise blague. Vous avez affirmé avec aplomb devant la représentation nationale : « Cette loi a pour objectif de mieux accompagner à la réussite les étudiants qui sont les plus fragiles. Alors, à tous ceux qui dans les universités disent qu'ils répondront « oui » à tous les étudiants, je réponds que c'est une bonne nouvelle parce que c'est ce que la loi leur demande de faire. Et à tous ceux qui refuseront de répondre « oui si », je dis qu'ils regarderont leurs étudiants en face et ils leur expliqueront comment ils ont pu refuser de mettre en place des parcours pour les aider alors que le gouvernement investit 1 milliard d'euros dans la refonte du premier cycle universitaire... » Madame la Ministre, vos propos, au-delà de la provocation, sont entachés de contre-vérités.

Tout d'abord, si la loi demande de dire « oui » à toutes et à tous les étudiant.e.s, pourquoi dépenser autant de temps et d'énergie à les classer ?

Ensuite, les enseignant.e.s du supérieur n'ont pas attendu votre arrivée au MESRI pour mettre en place des dispositifs d'aide à la réussite des étudiant.e.s. Depuis de nombreuses années, elles et ils ont mis en œuvre du tutorat, des unités d'enseignement sur la méthodologie et le travail universitaire, ont été référent.e.s pour des étudiant.e.s en difficulté, etc. Mais faute de moyens pour les pérenniser, ces dispositifs ont été abandonnés ou ont du mal à survivre.

Enfin, où est le milliard annoncé pour le 1^{er} cycle universitaire, la licence ? Votre affirmation mérite démonstration ! De toute évidence, des millions se perdent entre Bercy et les établissements.

Pour Parcoursup, vous avez annoncé 15 millions d'euros (M€) d'investissement en novembre (PLF 2018) et une rallonge de 10 M€ il y a quinze jours, soit un total de 25 M€ au seul titre de Parcoursup, et donc du 1^{er} cycle universitaire, pour 2018. Sur ces 25 M€, 8 M€ sont prévus pour classer les 8 millions de dossiers, soit 1 € le dossier, et 13 M€ pour ouvrir 22 000 places supplémentaires, soit moins de 1 800 € par étudiant.e.s c'est-à-dire moins du cinquième de l'investissement moyen actuel pour un.e étudiant.e à l'université !

Les parcours spécifiques ne sont pas financés pour la rentrée prochaine. Ils le seront peut-être à l'avenir par le biais de l'appel à projets « Nouveaux cursus universitaires », pour les seules universités qui en seront lauréates... Est-ce ainsi que vous concevez le service public ?

Madame la Ministre, laisser les enseignant.e.s du supérieur gérer la pénurie et exercer leur métier dans des conditions de travail qui se dégradent dangereusement, et leur faire ensuite du chantage à la conscience professionnelle, ce n'est pas digne de votre fonction.

Le SNESUP-FSU défend un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche de qualité et ouvert à toutes et à tous. Il attend pour cela de vous, non pas de la provocation et un chantage honteux, mais des postes statutaires et un investissement à la hauteur des besoins et des attentes de la jeunesse, soit 20 milliards d'euros sur dix ans.

SUIVEZ-NOUS !



WWW.SNESUP.FR



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)